

CIBLE

RIGUEUR

Lorsqu'un dirigeant d'entreprise française est soupçonné de malversations, chose fréquente ces temps-ci, les plus hautes autorités patronales utilisent pour sa défense deux sortes d'arguments.

L'un consiste à dire qu'il faut que le droit se plie à la pratique, puisque la corruption est un phénomène inévitable et généralisé. L'autre souligne que toute tracasserie judiciaire perturbe les dirigeants et déstabilise leurs entreprises - car les accusations favorisent la concurrence étrangère et font baisser les cours de la Bourse.

N'en déplaisent aux distingués porte-paroles du patronat, ces arguments puent la mauvaise foi. Ils recommandent le laxisme juridique, mais que dirait-on si on cessait d'arrêter et de punir les voleurs de sacs à main, sous prétexte que ce délit est fréquent ? Ils demandent la bienveillance des magistrats et de l'opinion publique, mais ils font semblant d'oublier que les patrons incriminés ne sont pas propriétaires : les conseils d'administration peuvent les virer dans l'heure afin de rétablir la confiance des épargnants et pour mieux résister à la concurrence étrangère. La rigueur, c'est si simple après tout !

Balladur

Une fragile popularité



Illusion

Reprise et chômage

(p.4)

Tchèques

Espoirs et embûches

(p. 6/7)

Une voix s'éteint

En plein été, aux confins du Quercy et du Languedoc, un ami nous a quitté comme il avait su vivre : discrètement.

Paul Thorez s'est en effet éteint, à cinquante-quatre ans, à Castoret (Tarn et Garonne) où, ces dernières années, il s'occupait d'enfants handicapés mentaux. Ami : le mot n'est pas forcément exact puisque depuis notre première rencontre en avril 1978, où il était venu assister à nos « Journées royalistes », il nous avait fait depuis la joie de venir témoigner, avec la chaleur et l'humanité qui le caractérisait, à nos « Mercredis » après la publication de ses deux ouvrages : « *Les enfants modèles* », ainsi qu'« *Une voix presque miennne* » (1).

Qui s'étonnerait aujourd'hui que le fils de Jeannette Vermeersch et de Maurice Thorez soit venu chez des royalistes ? Cette lourde filiation, qu'il a toujours assumée avec dignité, l'avait cependant « vacciné » contre l'esprit de parti. Il nous avait notamment expliqué que ses contacts avec les artistes et les milieux non conformistes



lui avaient depuis belle lurette et malgré son nom, fermé les portes d'une Russie encore sous le joug communiste. Cette Russie où les hasards de la guerre l'avaient fait naître, et pour laquelle il conserva toujours une tendresse particulière.

Cette dernière cependant ne l'aveuglait pas et sa sobre

description de la société soviétique demeurait sans concession : « ... mais il faut donner toujours plus, se salir un peu plus. Nul n'échappe à la salissure. Du plus noir du secret où se tapit le pouvoir, elle irradie la société entière ».

D'une écriture sûre, à petites touches impressionnistes, Paul Thorez avait su évoquer les aspects inconnus de la personnalité de ses parents, témoigner de l'amertume d'un enfant de la nomenklatura floué par l'idéologie, ainsi que d'un « mal de vivre » propre à notre époque.

Le mal qui l'a emporté est peut-être aussi le cancer qui ronge une Russie, cette seconde patrie, qu'il a tant aimée. Son témoignage restera.

Sa voix nous manque déjà.

Alain SOLARI

(1) « *Les enfants modèles* » - Lieu Commun, 1982 (prix franco : 70 F), « *Une voix presque miennne* » - Lieu Commun, 1985 (prix franco : 89 F). Les deux ouvrages ont été réédités en collection Folio (prix franco 37 F l'un).

M'Hamed Laradji

Président de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, M'Hamed Laradji est décédé pendant l'été, à l'âge de 55 ans. C'était en 1974, lors de l'occupation de l'église de La Madeleine par d'anciens harkis qui y poursuivirent une longue grève de la faim, que nous connûmes M'Hamed. Ce fut ensuite l'enchaînement des actions spectaculaires menées par ses amis pour faire reconnaître et respecter leurs droits. Dès le début, la NAR leur apporta un soutien discret mais total et M'Hamed nous en était resté très reconnaissant.

C'est en ces circonstances que nous avions pu apprécier ses qualités. Habile négociateur tout en restant ferme sur ses convictions, bon orateur et meneur d'hommes tout en sachant calmer les esprits trop excités, il était pourvu d'un réel sens politique qui lui avait permis de canaliser les révoltes pour faire aboutir les réformes et de sauvegarder l'indépendance de son association.

Souhaitons qu'aucune révolte incontrôlée dans la communauté harkie ne vienne nous faire mesurer durement les conséquences de sa mort.

Yvan AUMONT

Deux fautes politiques

A l'égard des Algériens, les nécessités administratives masquent l'absence de ligne de conduite.

Distinguons les domaines, faute de pouvoir tous les aborder en même temps. Il y a la politique de la France à l'égard de l'Algérie, qui a été définie durant l'été par M. Pasqua, au mépris des pouvoirs de son collègue du Quai d'Orsay, et qui a été reprise en mains par M. Juppé. De celle-ci, nous reparlerons prochainement, tout en faisant le point sur les négociations qui se sont engagées entre les différentes forces politiques algériennes.

Il y a par ailleurs la politique de la France à l'égard des Algériens eux-mêmes, et tout particulièrement de celles et ceux qui souhaitent venir s'installer en France de façon provisoire ou définitive. A l'encontre de notre souhait, le gouvernement n'a pas osé expliquer clairement la situation à l'opinion française, et il laisse les rumeurs courir quant à un exode massif des Algériens. Ce silence souligne l'embarras gouvernemental, qui ne s'est jamais fixé de ligne de conduite, et qui laisse les événements décider.

Ainsi, après l'assassinat de cinq membres du Consulat de France à Alger, le gouvernement a pris la décision de transférer à Nantes la délivrance des visas aux Algériens désirant séjourner en France. Ce transfert s'imposait, puisque la France ne peut plus maintenir en Algérie le personnel nécessaire à une activité consulaire normale, faute de pouvoir assurer leur sécu-

rité. Mais cette mesure technique masque deux erreurs graves :

- alors que l'évolution de la situation était prévisible, aucun plan de rapatriement du personnel consulaire n'était prêt, et les agents rapatriés se retrouvent sans ressources, coupés de leur famille, dans des centres d'hébergement.

- alors que la France jouit d'une grande sympathie auprès d'une majorité d'Algériens, certains fonctionnaires en poste au Quai d'Orsay confient cyniquement à la presse que le nouveau système de délivrance des visas exclura le *vulgum pecus* et que seuls les « pistonnés » pourront venir en France. Telle est bien la sinistre réalité, qui arrange un pouvoir soucieux de montrer que les frontières sont bien gardées.

On laisse le peuple algérien dans la nasse, et tout particulièrement les femmes qui osent défier les islamistes en ne portant pas le voile, et les militants démocrates qui risquent chaque jour leur vie. Mais rassurez-vous : il y aura toujours un avion du GLAM pour ramener en France un général algérien plus ou moins responsable du désastre et plus ou moins corrompu. C'est minable.

Annette DELRANCK

Signalons que nous venons d'éditer sous forme de « petit dossier » intitulé « *Islam et Maghreb* » les différents articles de *Royaliste* que nous avons consacrés ces derniers mois à ces sujets. Prix franco 14 F.

L'homme providentiel ?

Toute la gauche socialiste ou presque attend Jacques Delors, qui sait que la gauche l'attend, mais qui doit attendre, ou qui ne viendra pas...

Regardez comme l'histoire est cruelle, parfois : tous les bien-pensants de gauche plaçaient leurs espoirs en Rocard, et voici que l'ancien premier ministre de François Mitterrand, à peine viré de la direction du P.S., tombe dans les oubliettes sans qu'on entende beaucoup de sanglots.

Regardez comme les sondages sont trompeurs, bien souvent : le même Rocard, qui fut pendant des années l'homme le plus populaire de la gauche, a été balayé de la scène politique en deux défaites et un seul mouvement de l'appareil socialiste. Il semble

bien que la préférence sondagère ne soit pas de même nature que la logique politique...

Regardez comme la vie est étrange, de temps à autre. Les socialistes, qui s'époumonaient depuis 1958 contre « l'homme providentiel », n'ont obtenu leurs victoires de 1981 et 1988 que grâce à François Mitterrand - si bien que l'appel à l'homme providentiel est devenu chez eux comme une seconde nature.

De fait, beaucoup d'éminentes roses sont accourues à Lorient, à la fin du mois d'août, pour toucher de près le nouvel espoir. On y a vu Jack

Lang, jamais en retard sur un événement, et Lionel Stoleru, amusante girouette, a créé un tout petit émoi en appelant Jacques Delors à prendre pour premier ministre Raymond Barre. Depuis, les pressions se multiplient, sous forme de déclarations plus ou moins habiles.

Que d'effervescence, alors qu'il conviendrait de garder son calme. D'abord, il serait bon que les socialistes comprennent enfin qu'un candidat à la présidence de la République doit être un homme aussi libre que possible à l'égard des partis politiques, et notamment de son propre parti. Toute

déclaration d'apparatchiki socialiste nuit par conséquent à Jacques Delors, si tant est qu'il veuille être un rassembleur. Ensuite, les socialistes devraient se souvenir qu'ils sont censés défendre des idées et soutenir un projet. Nous savons que Jacques Delors est un homme honnête (à cet égard il trancherait...) nous savons qu'il se situe dans la mouvance démocrate-chrétienne, mais nous ignorons quel pourrait être son projet présidentiel. C'est en fonction de ce projet, et des enjeux politiques du moment, que les royalistes se décideront.

Sylvie FERNOY

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Une voix s'éteint - M'Hamed Laradji - p.3 : Deux fautes politiques - L'homme providentiel - p.4 : Placebos ou vrais remèdes - p.5 : Le Québec souverain - p.6/7 : République tchèque, espoirs et embûches - p.8 : MAUSS - La fourche et la sébile - p.9 : Leclerc l'épopée de la liberté française - p.10 : Luxe et charité - Céline dernier lyrique - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Couleurs d'automne.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

BRÈVES

♦ **ESPAGNE** : Dans un éditorial publié par *La Vanguardia*, l'écrivain José-Luis de Vilallonga, affirme qu'un complot républicain se trame dans l'ombre pour nuire au roi et discréditer la monarchie espagnole. Le scandale fait grand bruit de l'autre côté des Pyrénées d'autant que les milieux politiques n'ont pas réfuté l'hypothèse selon laquelle certains puissants intérêts financiers viseraient à détruire l'image populaire du roi d'Espagne.

♦ **MAROC** : Le royaume chérifien célébrait du 7 au 9 septembre les noces de la princesse Hasnaa, 27 ans, avec le docteur Khalid Benharbit, un radiologue de 35 ans que la troisième fille du roi Hassan II s'est librement choisi. Le marié est par ailleurs le fils d'un proche collaborateur du Ministre d'État de l'Intérieur, Driss Basri, qui a, lui aussi, marié son fils à une fille du roi. Les mesures exceptionnelles de sécurité n'ont en rien réduit l'éclat des festivités dans la ville pavloïde de Fès, comme pour montrer aux sept cents invités du roi que le Maroc n'entend pas plier devant la menace islamiste.

♦ **RUSSIE** : Créée en octobre 1993, la commission gouvernementale chargée des questions relatives à la recherche et à la sépulture des restes de la famille impériale a rendu public son rapport sur le massacre de Iekaterinbourg. Présidée par le vice-premier ministre russe, elle semble, dans ses conclusions, mettre fin à un mystère de soixante-seize ans. Elle a en effet identifié les restes de la grande-duchesse Anastasia, ainsi que ceux de ses parents et de deux de ses sœurs. Le mystère reste complet, en revanche, autour des corps du tsarévitch Alexis et de sa sœur, la grande-duchesse Maria.

♦ **ROUMANIE** : Principal acteur du renversement d'alliance de la Roumanie en 1944, après avoir déposé le dictateur maréchal Ion Antonescu, le roi Michel s'est vu interdire de séjour et de visa à Bucarest pour les cérémonies marquant le cinquantième anniversaire de son courageux coup d'État, qui permit alors à son pays de rejoindre le camp allié. En son absence, la presse roumaine a relevé que la commémoration devenait absurde et publiait le message du roi, exilé à Genève, dans lequel le souverain notait que « la signification de cette date du 23 août a été maquillée pendant 50 ans et transformée en symbole communiste ».

♦ **LESOTHO** : Crise constitutionnelle grave dans le royaume montagneux enclavé dans l'Afrique du sud. Le roi Letsi III, auteur d'un coup d'État royal le 7 août dernier, visant à rétablir sur le trône son père Moshoeshoe II, en exil à Londres, a démis le Premier Ministre, aboli la Constitution, et ignoré l'ultimatum des présidents sud-africain, du Botswana et du Zimbabwe. Reste qu'aujourd'hui, une grève générale et des manifestations devant le palais royal montrent l'opposition grandissante au geste du roi, et un soutien chaleureux à son ancien Premier Ministre, Ntsu Mokhele.

Embellie ?

Placebos ou vrais remèdes

La timide reprise économique, tant espérée, donne enfin ses timides premiers résultats et le rythme d'accroissement du chômage a baissé en juin et juillet, et probablement aussi pour août. Tout le monde s'en réjouit, et beaucoup y voient les résultats de la non-politique de M. Balladur.

Seulement voilà, ce n'est pas la première fois que le phénomène se produit. Dans la période 1988-1990, une autre timide reprise économique avait déjà produit les mêmes effets, d'ailleurs vite dissipés. Le phénomène de la reprise est de nature purement conjoncturelle. Le chômage ne l'est plus depuis bien longtemps. Sa cause principale doit être recherchée dans la mauvaise adaptation de l'outil productif à l'évolution des techniques et aux besoins nouveaux. Croire que le chômage va régresser du seul fait d'une croissance retrouvée - du moins provisoirement -, est un leurre.

De deux choses l'une : ou l'on considère que les 5 millions de personnes - dont 800 000 à 1 million de S.D.F. -, actuellement exclues de la société, sont totalement ou en partie perdues à jamais, et on le leur dit ; ou l'on pense que des solutions existent, et que, même dans un pays conservateur et timoré comme le nôtre, en faisant les efforts voulus et en apportant les changements nécessaires on peut venir à bout du fléau, et on le clame.

Contrairement à une idée largement répandue, le plus difficile n'est pas de demander aux gens leur argent. La vraie difficulté réside dans l'existence ou non du courage de

faire admettre les évolutions nécessaires ; ce qui est le rôle d'un gouvernant. A l'inverse, M. Balladur qui, comme tout bon politique, sait que le succès électoral ne passe pas par un discours ferme et des actions énergiques, joue adroitement en parlant beaucoup et en n'agissant pas. Les exemples abondent cependant de réformes nécessaires et jamais faites à temps. Ce qui fait que les blocages font exploser la marmite périodiquement. Doit-on attendre que les exclus descendent dans les rues pour tout casser pour s'apercevoir que les placebos ne suffisent plus ? Comme pour bien d'autres problèmes il n'y a cependant pas de fatalité...

Plusieurs remèdes existent. Le principal cheval de bataille du gouvernement est la baisse des charges sociales. Certes, cela peut être une piste pour les activités dites de « proximité », qui sont un gisement très important d'emplois, mais il est vain de penser que c'est cela qui va remplir les carnets de commande...

Une relance n'a jamais réellement d'effets durables, mais elle peut, en liaison avec d'autres mesures, apporter un soutien qui n'est pas à négliger. L'idée de Jacques Delors d'un grand emprunt européen destiné au financement d'importants travaux d'infrastructure va dans le bon sens, mais ne peut suffire. Le *new-*

deal de Roosevelt l'a démontré : il y avait encore 10 millions de chômeurs aux États-Unis en 1941. La relance faite par les socialistes première manière, en 1981-1982, était aussi intéressante mais, mal conçue et surtout effeuillée à contretemps et sans préparation, elle a échoué non sans apporter néanmoins de sensibles avancées sociales.

Tout cela cependant ne relève pas de changements fondamentaux. Il n'en va pas de même pour la réduction du temps de travail. Cela fait maintenant 60 ans que l'on a pas touché d'une manière sensible à ce facteur pourtant utile. Il va de soi qu'il ne s'agit pas de procéder à un abaissement brutal et inconsidéré. Beaucoup de secteurs pourraient très bien supporter la potion. Les patrons sont contre, mais ne nous avaient-ils pas déjà dit que les réformes du Front Populaire mèneraient à la ruine certaine ? L'ajustement des rémunérations en conséquence est le seul vrai problème car on ne peut amputer les petits salaires déjà bien frugaux. Des systèmes de compensation sont possibles et les économies réalisées sur le coût prohibitif du chômage fourniraient une manne de bonne ampleur. Pourtant ce qui fait reculer le plus dans cette affaire c'est simplement le fait de devoir changer les habitudes pour s'adapter au monde de demain.

Ces solutions nécessitent du courage et de la volonté, elles nécessitent la présence à notre tête d'un conquérant et non d'un petit rentier étié.

Pascal BEAUCHER

Belle Province

Le Québec souverain

Pour la troisième fois en trente ans, le Québec se dirige vers la souveraineté, avec plus de chances que jamais.

Vingt-sept ans après, un Daniel Johnson, premier ministre de la Belle Province, fils du Daniel Johnson qui avait accueilli le général de Gaulle, s'entend répéter comme le premier du haut du balcon de l'Hôtel de ville de Montréal, le slogan de l'opposition victorieuse aux élections provinciales du 12 septembre : « Vive le Québec libre ». Mais de Pierre Bourgault et des « indépendantistes » quasi clandestins (car quasi terroristes) des années 60 à René Levesque et au référendum malheureux de la souveraineté-association de 1980, jusqu'à Lucien Bouchard et Jacques Parizeau aujourd'hui, le contenu a évolué.

Les Québécois ne se battent plus parce qu'ils seraient défavorisés. Ils se sont décolonisés, ils ont acquis, au bout de trente ans de lutte, le contrôle des leviers économiques hier détenus chez eux par les anglophones. Une classe d'entrepreneurs francophones est née, compétitive. 65 % des emplois au Québec dépendent d'entreprises sous contrôle francophone et désormais trois anglophones québécois sur cinq sont bilingues.

Ils ne se battent plus pour résister à l'emprise américaine. Sait-on que ce sont les Québécois qui ont encouragé l'accord de libre-échange avec les États-Unis de 1988, plus tard étendu au Mexique dans l'ALÉNA (1) ? Qui était contre ? L'Ontario, bastion du

dernier parti pancanadien, le parti libéral, parce que la place financière de Toronto y perdait son avantage comparatif, les sociétés américaines n'ayant plus besoin de contourner la frontière pour s'installer et commercer au Canada. A l'inverse, le Québec avait compris que son destin n'était pas en Europe, France ou Angleterre, ni en

qui triomphait aux États-Unis lorsque les anciennes colonies britanniques se sont séparées. Le rapatriement de la Constitution en 1981, c'est-à-dire la fin de la soumission juridique au Parlement de Londres, ne recueillit pas l'accord du Québec qu'il était censé satisfaire parce qu'encore fallait-il s'entendre sur un nouveau pacte fondateur, mais il scellait



Asie vers lequel se tournait tout Ottawa, mais bien en Amérique du Nord.

Pour la première fois donc, le Québec s'affirme positivement dans un projet extérieur, d'où sa revendication de souveraineté conçue comme accès à la politique étrangère proprement dite. L'événement nouveau n'est pas l'affirmation du Québec mais la perte d'identité du Canada anglais. Le Canada en réalité n'existe plus si ce n'est le Québec. Les Canadiens anglais n'avaient pas d'identité hormis leur anglicité, leur loyalisme vis-à-vis de la Couronne britannique, leur torysm, c'est-à-dire leur opposition au parti whig

le destin du Canada anglais. La disparition électorale du parti conservateur (tory) il y a un an s'inscrivait dans la suite logique. Le vote particulariste de l'Ouest canadien à travers le *Reform Party* tirait la conséquence de ce choix et prenait ses marques dans l'évolution nouvelle qui l'incluait dans la zone Asie-Pacifique : qu'est-ce qui reste aux Canadiens de l'Ouest dans ce nouvel axe interocéanique ? L'héritage de leur torysm, c'est-à-dire l'État-providence, leur degré de protection sociale sans analogue si ce n'est en Scandinavie. Or ces acquis sont en péril dans le nouvel ensemble néolibéral. Passe encore pour les habi-

tants de la Colombie britannique et de Vancouver, les seuls qui intéressent vraiment les États-Unis. Ceux des provinces de l'Est, coupées du reste du Canada par le Québec, n'ont eue aucune chance d'être rattachées au Maine et au Vermont.

Territorialement disloqués, socialement menacés, les Canadiens s'interrogent. Les Québécois, eux, ont la réponse. Ce n'est pas un hasard si le combat est mené par un ancien fédéraliste qui est surtout l'ancien ambassadeur du Canada à Paris. Le Canada, explique Lucien Bouchard, a été tributaire de la conception britannique, insulaire, de l'Europe, qui lui fait regarder aujourd'hui vers la seule Asie-Pacifique. Le « nationalisme » qu'il revendique n'est plus ethnique, au sens d'une ethnie francophone, ce que ne comprennent pas ceux qui s'étonnent que le Québec laisse froidement tomber le million de Canadiens francophones hors Québec. C'est un nationalisme « d'essence territoriale et de nature économique ». Les Québécois anglophones ou d'origine italienne sont également concernés. L'enjeu n'est pas intérieur, il est international.

La francophonie n'y trouve son compte que dans la mesure où elle est elle-même une conception autre que linguistique, c'est à dire, comme on la veut ici, économique et politique. L'Europe tout entière est concernée dans la mesure où le Québec, comme certaines évolutions dans l'hémisphère sud, joue un rôle d'équilibre pour une Amérique par ailleurs passionnée d'Asie. La France a réaffirmé sa doctrine dite de « non-ingérence, non-indifférence ». Soit, mais qu'au moins l'on prenne la mesure de mutations qui s'opèrent ailleurs tandis que nous sommes immobiles.

Bonne chance le Québec souverain !

Yves LA MARCQ

(1) ALÉNA : Accord de libre-échange nord-américain (NAFTA en anglais). Ce marché commun nord-américain regroupe le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Luc de Goustine et Martin Hybler ont effectué un récent voyage d'études en République Tchèque. A cette occasion ils ont rencontré l'ex-dissidente Petruska Sustrova, ancien vice-ministre de l'Intérieur, qui milite aujourd'hui pour l'émergence d'un courant conservateur qui lui semble indispensable pour l'équilibre de son pays.

Contrairement à la Pologne où l'opposition à l'État communiste disposait du vivier populaire de *Solidarnosc*, la Tchécoslovaquie n'avait qu'un nombre symbolique de militants démocrates. Signataires de la Charte 77, membres du Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies (VONS), ils furent ensuite les fondateurs du Forum civique qui devint l'instrument décisif de la « Révolution de velours » de Décembre 1989. Le petit nombre de ces rebelles, issus le plus souvent des milieux intellectuels et artistiques, des groupes gauchistes ou des cercles de résistance chrétienne, effarouchait fort peu la nomenklatura. Interrogeant un apparatchik dans le train de Varsovie à Prague six mois avant l'effondrement du régime, je vis le gros homme éclater de rire : « Les dissidents ? Ils sont cinq-pour-cent ! Que voulez-vous qu'ils fassent ? ». Sans doute n'avait-il pas encore rencontré parmi ces cinq pour cent le puissant personnage de Petruska Sustrova.

Employée des postes, entre autres petits boulots après l'interruption forcée de ses études, trotskiste, amie de Peter Uhl, convertie au catholicisme et lancée à la recherche d'une identité politique tchèque à travers et au-delà d'une histoire inséparable de celle de l'empire habsbourgeois, Petruska camperait assez bien le contraire d'une Arlette Laguiller : aussi généreuse de formes et inventive de langage et de pensée que l'autre paraît maigrichonne quand elle mouline la litanie de bois de sa petite secte ; une parenté entre elles pourtant, la détermination tranquille et la présence sans apprêts. Mais la Tchéquie a fait une toute autre carrière. D'abord, elle a été emprisonnée au début des années 70. « La

taule, dit-elle, crée un milieu fermé qui devient le symbole de la société totalitaire et solidaire ». C'est là qu'est née pour elle la vocation politique qui l'entraîna jusqu'aux grandes journées de décembre 1989.

A peine le Forum civique a-t-il conquis le pouvoir avec Vaclav Havel à la Présidence, suite à la démission forcée de Gustav Husak, Petruska Sustrova est appelée au Gouvernement. Croit-on que ce soit pour veiller à la condition féminine, l'enfance (elle a d'innombrables enfants !), la santé où les affaires sociales ? Non, c'est à l'Intérieur qu'elle est convoquée, pas pour être entendue comme trop souvent dans le passé, mais pour le poste de Vice-Ministre.

Il faut savoir que les premiers gouvernants de la Tchécoslovaquie post-communiste - à l'inverse de leurs voisins polonais qui s'en mordent les doigts - avaient décidé d'opérer une purge sévère et une restructuration complète de l'administration publique, particulièrement dans les diverses officines de la police, et d'y procéder immédiatement pendant que la hiérarchie communiste était sous le choc et l'opinion favorable. C'est de cette entreprise de démantèlement que fut chargée Petruska Sustrova : passer en revue ces élites du régime et leur annoncer courtoisement que leur retraite ou leur libre reconversion présenterait tous les avantages pour eux et pour la nation ; raser la citadelle de la police politique du KGB et ses antennes de « lutte contre l'ennemi intérieur » ; démêler les ramifications très étendues qui infiltraient la société ; fusionner les services de renseignements en les groupant sous l'aile d'une commission de l'Assemblée et préparer la loi de cinq ans dite « de lustration » qui mettrait à l'écart ceux dont le dossier

pesait trop lourd. Ce fut un office dont elle s'acquitta si bien et si rapidement qu'elle put, au bout de six mois, rendre son tablier graisseux et regagner l'air pur des luttes citoyennes. Madame le Vice-Ministre refusait de se laisser glisser dans la carrière.

Aujourd'hui journaliste, elle tient sa page quotidienne - dite de « publicistique » - dans *Cesky Denik* « Le Quotidien tchèque » (70.000 ex.) où elle accueille des commentaires indépendants et publie ses propres réflexions sur le cours de la politique, les débats parlementaires, les mœurs publiques, avec une visée particulière, celle de favoriser par l'action et la recherche intellectuelle l'émergence d'une force conservatrice cohérente en République tchèque.

Conservateur est évidemment à enten-

dre dans son sens non-polémique comme une réponse politique à la fois aux retours possibles d'un populisme nationaliste néo-communiste et aux inévitables dérapages de la frénésie libérale actuellement dominante. Cet effort se déploie donc non seulement après une rupture de 40 ans de toute culture politique autre que communiste, mais aussi sur un terrain en friche : il n'existait pas de famille proprement conservatrice en Bohême.

Les traditionalistes ruraux rassemblés entre les deux guerres dans le puissant Parti paysan, ennemi juré des communistes, avait été dissout en 1945 sous l'accusation - très injuste - de collaboration avec le nazisme. Or ce n'était qu'un groupement corporatiste sans réflexion ni culture propre. La mouvance du petit



République tchèque

Espoirs et embûches

Parti national-démocrate, plus intellectuel et d'implantation urbaine, s'orientait vers un nationalisme historique, juridique et antisémite, non sans ressemblances avec certains courants de l'extrême droite française. Enfin, pour évoquer la spécificité du courant national ethniciant slovaque et illustrer le niveau où il situe son débat politique, il suffit de se rappeler les danses des montagnards slovaques sur les hauteurs à l'annonce de la nouvelle Constitution... Aujourd'hui, leurs éléments les plus radicaux se réclament de l'héritage de l'État slovaque de 1939 qui chercha refuge sous l'aile de l'Allemagne nazie, tandis que le vice-président de leur Assemblée adhère au « Parlement pan-slaviste » de Jirinowski.

En pays tchèques, le désert politique en marge de l'affairisme libéral n'est pas moins saisissant : nationalistes moraves, fascistes du Parti républicain, et divers héritiers du communisme. Or dès les années 91-92, a surgi avec une force surprenante la nécessité de ressaisir les éléments de la tradition nationale. C'est dans le but de prendre de vitesse la reconstitution de cette identité sur les bases pathologiques de l'ethnisme - ici en Bohême-Moravie, sur un trouble patriotisme anti-allemand - qu'il importait d'inventer le « conservatisme » comme synthèse politique originale de la tradition.

En effet, la tradition républicaine n'est pas en soi une garantie d'équilibre dans la mesure où elle s'est élaborée au début du siècle par réaction contre le nationalisme allemand, de moins en moins contrôlé par la monarchie habsbourgeoise, et contre l'Église d'État. Cette réaction s'appuyait sur une reconstruction partielle et opportuniste du passé. Le progressisme de Benes, inspiré de et par celui des radicaux français, était l'idéal implicite des Tchèques ; il les a en quelque sorte préparés à l'emprise des communistes qui, pour asseoir leur légitimité, se proclamaient non sans raison « héritiers de la tradition progressiste tchèque ».

Quel sera le contenu du nouveau conservatisme ? Sans doute une synthèse d'un souci (de droite) d'autonomie de l'individu, et de la volonté (de gauche) de renforcer les solidarités. Ces idéaux reproduisent une contradiction récurrente dans l'histoire de Bohême, entre la noblesse tchèque catholique, loyale à l'Empereur, et l'égalitarisme hussite protestant et populaire. Le conservatisme insistera sur la qualité des rapports entre individus autonomes dans le respect de soi, de la communauté et des institutions.

La question des Sudètes et de l'injustice faite aux 2,5 millions d'Allemands expulsés pèse encore sur la conscience nationale. Elle a fourni au communisme un précédent pour toutes ses spoliations ultérieures et continue à nourrir le chauvinisme. L'incapacité actuelle de l'opinion à remettre en cause ce « péché » l'empêche aussi d'accéder à l'idée européenne dans sa dimension de réconcilia-

tion vraie entre les nations. Petruska Sustrova fait montre d'une courageuse clairvoyance quand elle affirme qu'il faut aller plus loin dans la reconnaissance de cette injustice que ne l'a déjà fait publiquement le Président Havel, afin de purger définitivement l'abcès, et de priver d'aliment les rancoeurs allemandes elles-mêmes. Il le faut, au prix de la redéfinition fondamentale de la notion même de « nation » tchèque sur une base non ethnique mais comme communauté de ceux qui se sentent co-responsables du destin de ce pays. L'antigermanisme tchèque est né jadis de l'imitation spéculaire du nationalisme allemand, pour affirmer une identité fantasmatique face à un Empire de moins en moins fonctionnel dans son rôle d'arbitre ; invoqué aujourd'hui pour justifier la saisie des biens allemands, il est toujours synonyme de régression politique.

Sur la manière dont le conservatisme résisterait aux nouveaux empires capitalistes du marché et du FMI, Petruska Sustrova ne tranche pas radicalement contre les libéraux au pouvoir. Certes, ils n'ont qu'une vision économiste de la société, mais ils jouissent encore dans le pays d'un crédit important - privilège rare et envié en Europe du Centre et de l'Est. Qu'ils procèdent aux privatisations avec succès et fassent les restitutions nécessaires ! C'est aux vrais politiques de faire renaître un crédit moral plus profond pour éviter que le désespoir devant la violence du « marché » ne renvoie les gens au vote post-communiste. La tentation les guette de céder au fatalisme qui leur dit qu'avant comme après, ce sont toujours les mêmes qui ont la mainmise sur la société. Ce péril est mince en République tchèque car le PC, une fois son appareil débranché de ses rentes de situations, s'est sclérosé de lui-même sans opérer de mutation comme en Pologne et ailleurs. Il n'en reste pas moins que les gens auront, une fois le mirage libéral évanoui, un besoin fondamental de retrouver une dignité et une communauté de vie sereine, plus intériorisée et moins fondée sur l'argent.

Mais la morale dominante actuelle n'est que la nouvelle version, vidée de son contenu positif et dégradée en culte du profit, de la vertu bourgeoise marchande et calviniste qui fit les beaux jours de la 1^{re} République. Cela n'a guère d'avenir, et il est sûr que la courte vue libérale devra bientôt passer la main. Petruska Sustrova veut que se présente alors pour la Bohême-Moravie une alternative : celle d'un parti conservateur qui ferait prévaloir les valeurs civiques de l'autonomie individuelle et de la responsabilité pour le bien commun. Il n'est pas exclu à ses yeux que la monarchie vienne couronner un jour cette renaissance de la nation.

Enquête réalisée à Prague
par Luc de GOUSTINE
et Martin HYBLER

M.A.U.S.S.

Maintenant semestrielle, la revue du MAUSS est à la fois victime de son titre énigmatique (l'anti-utilitarisme), de sa périodicité variable, et d'une diffusion qui semble réservée à quelques sociologues particulièrement austères.

Aussi faut-il préciser que l'équipe de cette revue dirigée par Alain Caillé se consacre notamment à la critique de l'idéologie économique dominante, et que la clarté et la rigueur des textes publiés rendent la revue accessible à des lecteurs qui ne sont ni sociologues, ni universitaires. Au prix d'un petit effort, bien sûr : le MAUSS, ce n'est pas *Globe*.

Mais l'effort est immédiatement récompensé. Ainsi, le récent numéro (1) qui explore les chemins d'une nouvelle économie devrait être lu par tous ceux, responsables et militants politiques ou syndicaux, qui cherchent des armes théoriques et des esquisses de solutions pratiques pour faire obstacle à la violence du libéralisme économique : critique de la théorie du marché, critique de la loi de l'offre et de la demande, introduction à la socio-économie, propositions pour une nouvelle politique économique, les réflexions passionnantes abondent, dans une belle ambiance de liberté intellectuelle. Cette revue est un livre, ce livre est un outil.

Jacques BLANGY

(1) Revue semestrielle du MAUSS, N° 3, « Pour une autre économie », Editions La Découverte, prix franco 185 F.

La fourche et la sébile

C'est un joli pavé dans la mare aux idées reçues que jette Michel Leblanc avec un pamphlet consacré à la politique agricole française et européenne (1).

Agriculteur lui-même, mais résidant en ville, ancien dirigeant du Centre National des Jeunes Agriculteurs (CNJA), innovateur dans son exploitation agricole, membre du Parti Socialiste au moment de la vague rose, Michel Leblanc est assez bien placé pour analyser un milieu qu'il connaît parfaitement, mais dans lequel il vit en quelque sorte marginalement et qu'il peut donc observer avec le recul nécessaire.

Les quotas laitiers ? Ils ont assaini le marché et donc permis un relèvement substantiel du prix du litre de lait. La PAC ? 80 % des fonds publics garantissent l'avenir de 20 % des exploitations, les plus grosses bien entendu. La contribution de l'agriculture à l'excédent commercial de la France ? Lorsqu'un céréalier touche 120 F pour un quintal de blé, l'Union européenne vend ce quintal 70 F sur le marché national, la différence étant à la charge du contribuable.

Michel Leblanc explique que les fonds agricoles servent en réalité à faire vivre un réseau de coopératives et d'organismes stockeurs et à entretenir une nomenclature agricole. Le monde paysan, dont les revenus ont stagné entre 1970 et 1990, alors que les dépenses de soutien aux marchés ont triplé, n'en tire guère de bénéfice. Cette nomenclature, qui a pignon sur rue dans le triangle

d'or parisien, se voit renforcée par le monopole de représentativité de la FNSEA, organisation qui constitue en quelque sorte l'officine agricole du RPR dans lequel ce dernier puise candidats et électeurs. Ce qui n'empêche pas les dirigeants de la FNSEA de trahir leurs troupes une fois



parvenus au pouvoir (ainsi, François Guillaume, devenu ministre, approuve l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne). Et ce qui n'empêche pas les paysans de se détourner du RPR (en 1988, Jacques Chirac n'a recueilli que 36 % des voix des agriculteurs) !

Les socialistes ne feront guère mieux puisque, dès 1983, ils renoncent à reconnaître la pluralité syndicale dans le milieu agricole. Tout en prônant la solidarité avec le tiers monde, ils soutiennent une politique communautaire qui transforme le marché mondial en braderie et qui verrouille l'accès du marché

européen aux producteurs des pays en voie de développement.

Quant à Édouard Balladur, sa politique procède de ses intérêts électoraux personnels. Il suffit de comparer les 2 milliards de francs qu'il octroie pour apaiser la profession agricole aux 300 millions débloqués en faveur des banlieues chaudes.

Assez curieusement, c'est la Commission européenne qui trouve grâce aux yeux de Michel Leblanc car celle-ci base sa réforme de la PAC sur une vision à long terme : prenant acte de la mondialisation des échanges agricoles, elle tente de concilier une agriculture européenne forte (vision économique) avec un monde rural détenteur d'un patrimoine culturel et naturel (vision sociétale).

Et c'est par une belle leçon, d'optimisme sur l'avenir de l'agriculture française que conclut l'auteur : aux côtés d'une activité purement agricole mais tirée par le marché (et non plus par les subventions) et propulsée par le progrès scientifique (avec la mise en valeur des molécules d'origine végétale, par exemple), les paysans, c'est-à-dire les gens du pays, exerceront une activité à vocation sociale comme la gestion du paysage, l'aménagement du territoire, la création de fermes de santé, la réinsertion des marginaux, ... Bref, labourage et pâturage resteront de belles mamelles de la France.

Christian MORY

Michel Leblanc « L'agriculteur, le putain et le député - Pour en finir avec la bastille politico-agricole » Calmann-Lévy - Prix franco : 90 F.

Leclerc, l'épopée de la liberté française

Dans le monde dur d'aujourd'hui qui ne nous laisse aucune trêve, le recours à l'histoire par la commémoration peut être utile. Il est même indispensable, si toutefois il peut réaliser l'équilibre subtil entre l'intelligence critique des événements et la volonté d'y puiser de quoi féconder l'avenir. Les grandes

fêtes du débarquement et de la libération de Paris, en rappelant une séquence si proche et si tôt marquée du sceau de la légende et de l'épopée ont-elles eu cette vertu ? On doit l'espérer, malgré tout ce qu'on peut dire sur l'épuisement de l'expérience historique et la fin du roman national.

Au débarquement du 6 juin 1944 en Normandie, l'armée française n'est que symboliquement présente. Ce n'est que le 1^{er} août que la deuxième division blindée du général Leclerc foule enfin le sol français. La 2^e D.B. c'est plus qu'un symbole, même si ses quelques dix-sept mille hommes ne constituent qu'un élément de l'immense dispositif allié. Le général Eisenhower est parfaitement conscient du sens de cette présence française. C'est lui qui a compris le premier l'intérêt d'une entente avec de Gaulle, alors que le président Roosevelt y était résolument hostile. Il a besoin de l'aide de la Résistance intérieure pour réussir « Overlord ». Assez vite, Anglais et Américains se mettent d'accord pour faire intervenir une division française sur le front de Normandie « pour s'assurer de la collaboration française sur d'autres terrains ».

Ils ne furent pas si nombreux à faire immédiatement complète allégeance à l'homme du 18 juin. « Leclerc, écrit le général Jean Compagnon, son excellent biographe (1), est le seul officier de l'armée de terre, breveté, jeune, ayant des états de service de guerre remarquables, à rejoindre la France libre ». Ce n'est que peu à peu, au fur et à mesure que l'évidence se révéla, que ceux qui veulent le relèvement national reconnaîtront en de Gaulle l'unique dépositaire de la légitimité combattante. Ainsi François Mitterrand, successivement pétainiste et giraudiste, ne pouvait, rappelle Pierre Péan (2), que se rendre : « De Gaulle existait, expliquera le futur président. Ses actes le créaient, et la conviction qu'il avait d'être la France, d'exprimer sa vérité, d'incarner le moment d'un destin éternel, qui plus est immuable, m'émouvait plus qu'elle ne m'irritait... Cette fois, le héros, c'était lui ». C'est la libération de Paris qui provoque cet aveu, parce qu'elle signe définitivement l'aboutissement du combat commencé quatre ans plus tôt à Londres.

Cela aussi Leclerc l'a compris d'emblée. Il fallait que la deuxième D.B. s'élance au plus tôt pour libérer la capitale. Fort heureusement, Eisenhower entrera dans ses vues qui sont aussi, bien sûr, celles de de Gaulle. Mais l'accomplissement de la tâche politique qui consiste à réinstaller la souveraineté française dans Paris n'ira pas sans bousculer la discipline militaire. Son supérieur américain direct, le général Gerow en sera choqué : « Dans notre armée, cela relève de

la cour martiale ». Pourtant, Leclerc et sa division ont déjà fait la preuve de leur efficacité dans les combats de Normandie et ceux qui se dérouleront jusqu'à la libération de Strasbourg démontreront qu'une unité française peut manœuvrer en complémentarité avec un corps d'armée américain, à la grande satisfaction de son commandement. Mais il faut admettre l'originalité de cette mission qui consiste à se réapproprier tous les symboles de la souveraineté française. Après Paris, il y aurait forcément Strasbourg. Cela avait été annoncé à Koufra. L'épopée commencée en Afrique aurait pour terme la prise du nid d'aigle d'Hitler à Berchtesgaden.

Destin exceptionnel que celui de Philippe de Hautecloque qui mourut à quarante-cinq ans, alors qu'il aurait pu être encore un des personnages clefs de la période qui allait venir et dont, écrivait de Gaulle à sa veuve « jamais aucun sentiment, aucun acte, aucun geste, aucun mot ne furent marqués même par une ombre de médiocrité ». L'ouvrage très exhaustif du général Compagnon permet de comprendre l'homme, ses ambitions, son énergie et son indéniable génie militaire. Issu d'une famille traditionaliste, il se voue très tôt à la carrière des armes, où il excelle comme meneur d'hommes et comme gagnant. Célérité, perception du terrain

et des points faibles de l'adversaire, audace dans la conception et l'action. Politiquement, il est *Action française*, lecteur attentif de Maurras et de Bainville. Précision importante pour ce catholique fervent : il a passé outre à la condamnation pontificale qui ne l'a pas beaucoup impressionné.

Au moment de la guerre, il est capitaine. De la défaite, il enregistre tout et comprend tout. Pas question de se laisser faire prisonnier. Il demande la permission à son général pour s'évader de Lille et rejoindre l'armée qui se bat encore. Conduite héroïque, blessé à la tête, il veut éviter d'être repris. Aussitôt qu'il entend - le 26 juin 1940 - l'appel de de Gaulle, il décide de le rejoindre, sans crainte d'abandonner ses siens. La foi supplée à tout. M^{me} de Hautecloque sera des mois sans nouvelles, ne sachant même pas que le « Leclerc » dont on commence à

parler est son mari qui a choisi ce surnom picard comme nom de guerre. C'est dire la générosité et la disponibilité totales de ce foyer exceptionnel, qui compte six enfants, dont deux rejoindront le général quand la possibilité leur sera donnée.

De Gaulle a perçu tout de suite la valeur de cet officier qui se présente à lui. Sur le champ, il l'expédie en A.E.F. pour établir la première base territoriale de sa France libre. Il répondra à ses vœux au-delà de tout espoir. On sait la suite, le célèbre serment de Koufra, les combats du Fezzan et de Tunisie qui débouchent sur la constitution de la deuxième D.B., où le noyau primitif venu du Tchad sera grossi de volontaires et d'hommes qui n'ont pas fait le choix initial de Leclerc. Il saura faire la synthèse de cette troupe disparate et la préparera aux combats qui seront les siens sur le territoire national. La 2^e D.B. ira de victoires en victoires, menée par le sûr instinct de son chef.

Le général de Lattre de Tassigny pourra un moment prendre ombrage de la gloire qui s'attache à cette unique division de l'armée française. Il est vrai qu'avec la conquête de Paris et de Strasbourg, elle s'est acquis des titres enviés. Mais elle a été d'abord un instrument bien conçu au service de la reconquête symbolique de la souveraineté. Un peu plus tard, en Indochine, Leclerc montrera les mêmes qualités stratégiques et politiques sur un tout autre terrain. Quels autres services n'aurait-il pas rendu à son pays ? Au moment le plus terrible de notre abaissement il fut le plus pur héros du renouveau de la France.

(1) Général Jean Compagnon « Leclerc, Maréchal de France » - Flammarion - Prix franco : 195 F.

(2) Pierre Péan « Une jeunesse française - François Mitterrand 1934 - 1947 » - Fayard - Prix franco : 170 F.

par Gérard Leclerc



Céline, dernier lyrique ?

La critique contemporaine ne nous fait grâce de rien quant à Céline. Philippe Alméras le dernier biographe en date de l'auteur du « Voyage au bout de la nuit » nous livre l'ultime wagon de lettres, de documents, de témoignages. L'ultime avant le prochain ?... (1)

Qu'importe ! Céline n'a-t-il pas mis à leurs justes places ceux qui décortiquaient sa vie et son oeuvre. Les idées n'étaient pas son fort, et sa spécialité était de ne pas en avoir.

La réalité pour lui, donc pour nous - dans ce « nous » je mets ceux qui sont sensibles à son chant, à son lyrisme - c'est son oeuvre sans vains commentaires. On s'y plonge ou non, c'est tout !

Le temps, je pense, le délivrera de cette gangue qui l'enferme depuis plus de trente années, depuis ce jour de 1961 qui vit le dernier pied de nez célinien. Nous n'en sommes pas encore revenus. Louis-Ferdinand, contentons-nous de vous lire. Assez d'écrivains et d'oeuvres appellent l'analyse des professeurs et autres spécialistes sans que l'on vous mêle à cet exercice.

Au contraire, contre cette maladie de l'analyse, vous ne paraissez être un des plus sûrs antidotes.

Comme les bateaux que vous avez si bien chantés, prenons le large avec vous, nous plaçant sous le pavillon de l'émotion à laquelle vous assigniez la première place dans tous les commencements.

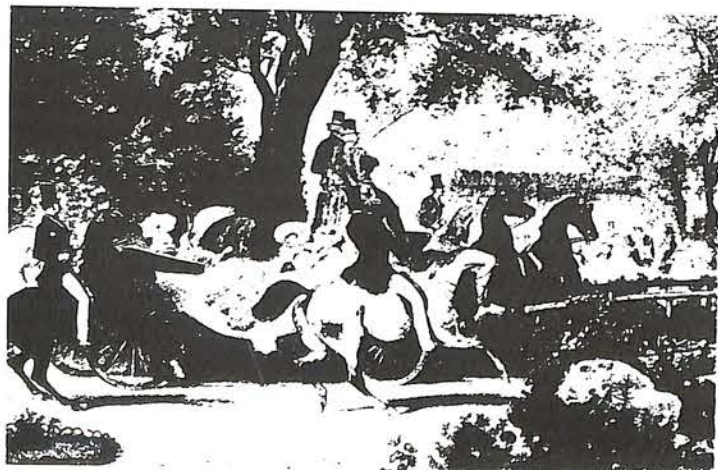
Pierre LIMOUSI

(1) Philippe Alméras « Céline, entre haines et passion » - Éd. Robert Laffont - prix franco : 189 F.

Luxe et charité

Oeuvre d'historien mais aussi d'ethnologue, le dernier livre de Jean Nagle (1) ne se borne pas à décrire les comportements de la noblesse française à l'égard de l'argent et leur évolution : il en perce les raisons profondes, et les fondements philosophiques, éthiques, religieux. C'est l'intérêt le plus original sans doute de cet essai lumineux.

Bien sûr, le faubourg Saint-Germain comme on l'entend ici n'est pas géographiquement inscrit entre le boulevard des Invalides



des et la rue des Saints-Pères : son esprit et ses traditions vivent aussi bien dans le XVI^e arrondissement de Paris, ou à Neuilly.

Les relations de la noblesse avec l'argent ont évolué avec le temps, mais une anecdote éclairante, que cite Jean Nagle, montre ce qu'elles furent autrefois : un père donne à son jeune fils une bourse, pour qu'il en fasse ce qu'il en voudra ; après quelques jours il constate que l'enfant n'en a rien dépensé. Alors, pour lui donner une bonne leçon, le père reprend la bourse et la

jette par la fenêtre. Car, - tout au contraire de ce que précède la morale bourgeoise - l'argent est fait pour qu'on s'en sépare au plus tôt. Qu'on l'offre aux pauvres ou qu'on

leur sang pour le roi, pour la sécurité et la paix des paysans à qui ils assuraient aide et protection.

Que le roi, recevant lui-même tout de Dieu, gratifie les nobles de rentes et de pensions, - et voilà une fontaine de bienfaits où, personne ne réclamant rien, n'exigeant rien, sans contrat, sans échange attendu, chacun recevait d'abondance plus qu'il ne pouvait espérer.

C'était un équilibre instable, - comme la suite devait le montrer. Pourtant, le faste des grands correspondait à un devoir de représentation qui faisait honneur aux paysans : et les fêtes les plus brillantes se couronnaient de cette idée que les nobles étaient prêts à mourir. La fête et le sang ont toujours fait bon ménage.

Après la Terreur, Jean Nagle montre comme la noblesse survivante s'est entièrement donnée à une sorte de nouvelle conversion. La charité alors l'a emporté sur toute idée de luxe et de plaisirs.

Avec une gravité nouvelle, la noblesse française s'est trouvée plus religieuse que jamais. Le « faubourg St-Germain », dans un monde sans roi et presque sans Dieu, comment pouvait-il tenter de soutenir ses valeurs de toujours ?

Jean Nagle poursuit son analyse jusqu'à la guerre de 1914 et nous promet un second volume. Puisse-t-il venir bientôt !

Josane DURANTEAU

(1) Jean Nagle « Luxe et charité, le faubourg Saint-Germain et l'argent » - Éd. Perrin, collection Histoire et Fortunes - Prix franco : 140 F.

Chaud... l'été a été chaud !

Non, il ne s'agit pas là de la température atmosphérique mais effectivement nous avons eu chaud ! Vous avez bien failli ne plus retrouver *Royaliste* dans votre boîte aux lettres à votre retour de vacances...

Nous avions alerté nos plus vieux amis, nous avions jeté quelques cris d'alarme dans le journal : notre situation financière était très mauvaise et allait en se dégradant. En dépit de ces avertissements pressants et explicites la mobilisation demandée n'a pas eu lieu. Habités à ce que nous fassions des miracles, nos lecteurs sont partis en vacances le coeur serein pensant que nous réussirions toujours à « nous en tirer ». Et puis est venue l'heure des échéances et des bilans...

Une analyse objective de notre situation financière et de son évolution immédiate amenait à une conclusion incontestable : si nous continuions de la sorte, *Royaliste* cesserait de paraître dans les six mois ! Faute d'avoir trouvé l'aide nécessaire chez nos lecteurs, nous avons été conduits à

décider de très sévères mesures d'économie. Les deux plus sensibles d'entre elles concernent le format du journal et son mode de diffusion.

D'une part nous avons réduit de quelques centimètres le journal afin de lui donner un format standard qui réduit d'une manière sensible son coût de fabrication. D'autre part nous avons décidé de ne plus mettre le journal dans les kiosques. Depuis quelques années la politique commerciale des messageries chargées de la diffusion dans les kiosques conduisait ces derniers à ne plus afficher les « petits » journaux qui restaient enfouis au fond des tiroirs. Par voie de conséquence nos ventes étaient devenues très faibles ne couvrant pas les frais d'impression des exemplaires nécessaires pour alimenter les kiosques.

Si la première de ces deux mesures n'est que technique et n'a que des conséquences esthétiques, la seconde en revanche est plus ennuyeuse. Nos ventes en kiosque, même faibles, étaient un moyen de faire découvrir notre journal à de nouveaux lecteurs. Ce moyen supprimé il est indispensable qu'il soit remplacé par des actions de promotion auprès de gens nouveaux. Nous vous demanderons votre aide pour cela dans les semaines à venir.

Ces mesures douloureuses mais indispensables étant prises, le danger immédiat est passé. Mais il est certain que nous ne serons véritablement rassurés pour le long terme que dans la mesure où le soutien de nos lecteurs ne nous sera pas mesuré. C'est uniquement grâce à eux que nous pourrions redevenir conquérants. Le succès est entre vos mains !

Yvan AUMONT
Directeur général

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

MERCREDIS DE LA N.A.R.

Nos réunions hebdomadaires des « mercredis de la NAR » reprendront le **Mercredi 5 octobre** à 20 h avec Bertrand RENOUVIN qui viendra présenter son nouveau livre : « *Derniers jours avant la révolution* »

Le comte de Paris chez Jacques Chancel

Une plaquette de 14 pages reprend le texte intégral de son intervention du 27 mars.
Prix franco 34 F

Quelle stratégie

pour les



royalistes ?

SOMMAIRE

- ♦ Sur les tablettes du libraire
- ♦ Editorial : Critiques et autocritiques
- ♦ Dépêches

DOSSIER STRATÉGIE

- ♦ CAPétiens 00.00 ne répond plus ?
- ♦ Pour un mouvement à deux niveaux...
- ♦ Quelle monarchie ?
- ♦ L'impasse
- ♦ La véritable impasse
- ♦ *Auctoritas* et *Potestas*
- ♦ Faut-il dépolitiser la fonction royale ?
- ♦ Royaliste, donc *res-publicain*
- *
- ♦ De Gaulle et la tradition capétienne
- ♦ Le tumultueux roi Carol II
- ♦ Roumanie anniversaire

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Royaliste"

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 48 du *Lys Rouge* (35 F franco).

☐ s'abonne au *Lys Rouge* pour 4 numéros (85 F) à partir du n° 48.

Règlement à l'ordre de "Royaliste"

Couleurs d'automne

Nous ne connaissons pas encore les couleurs de l'automne, et voici qu'on dépeint avec une exquise minutie celles de la fin du printemps. La météorologie politique a coutume de prolonger au-delà du raisonnable les éclaircies et les orages, mais trouve parfois des confirmations dans le fait que ses prédictions hasardeuses modifient l'air du temps : telle est la magie des sondages, dont M. Balladur profite d'éblouissante manière.

Encore faut-il tempérer les enthousiasmes électoraux en soulignant que le premier ministre a eu pendant l'été une activité des plus réduites : il a pris ses vacances, il a fait acte de présence dans les cérémonies et les commémorations, sans jamais prendre d'initiative politique majeure. Réservé sur l'intervention française au Rwanda qui a été voulue et dirigée par François Mitterrand et Alain Juppé, le chef du gouvernement a laissé son ministre de l'Intérieur monter ses opérations sécuritaires et empiéter gravement sur le domaine de son collègue des Affaires étrangères ; puis il a enregistré les bons chiffres de la reprise des économies occidentales. De retour à Paris, M. Balladur s'est contenté d'engranger les résultats des efforts d'autrui, et a eu le délicat plaisir de se voir consacrer « président de fait » par certains journalistes qui confondent la magie sondagière et les règles de la démocratie.

Pour se maintenir pendant trois

saisons sur ces hauteurs sublimes, notre alpiniste tranquille doit impérativement réunir deux conditions : ne rien faire, puisque toute action comporte une part de risque ; faire en sorte que rien n'arrive puisque l'événement est lourd d'imprévu et d'effets pervers qui peuvent servir un rival ou provoquer la colère de l'opinion publique.

Parier sur l'inertie est d'une audace extrême dans la période



historique que nous connaissons, mais il faut une nouvelle fois reconnaître que M. Balladur est un maître dans l'art de l'esquive et de la retraite. Il suffit de l'annonce d'une campagne contre la privatisation de Renault pour que le projet se fasse plus discret ; il suffit que le chef de l'Etat rappelle ses prérogatives dans le domaine diplomatique pour le premier ministre cesse d'évoquer « sa » politique étrangère...

En outre, l'hôte de Matignon n'est actuellement pas menacé par de très dangereux concurrents. Jacques Chirac est victime de ses faiblesses intimes.

L'homme de tant de certitudes contradictoires porte le poids de son passé sinueux : l'ancien pragmatique a du mal à convaincre lorsqu'il demande une part de rêve, et celui qui se penche sur la misère du monde ne fait pas oublier l'ultra-libéral des années quatre-vingt. Il reste que Jacques Chirac est un homme trahi, qui inspire la sympathie que les Français ont toujours éprouvée pour les lieutenants de cavalerie. En effet : un soldat courageux, un peu tête brûlée mais avec un cœur gros comme ça, est toujours préférable à un maréchal qui fonde sa stratégie sur l'immobilisme et qui sonne la retraite au premier coup de fusil.

CÉCITÉ

Les socialistes, quant à eux, donnent depuis la publication du livre de Pierre Péan un spectacle qui les déshonore et les détruit. Nous avons vu des responsables socialistes « découvrir » des vérités connues depuis belle lurette, et... révéler ainsi leur ignorance, leur inculture, leur cécité volontaire. Nous avons vu des responsables socialistes, qui ne seraient rien sans François Mitterrand et qui n'aurait pas osé hausser le ton il y a quelques mois encore, prendre des mines douloureuses de vierges offensées pour régler les comptes de Michel Rocard et pour solder quelques minables querelles de courants. Ils n'ont décidément jamais rien compris.

Un premier ministre inerte paraît solide quand tout s'effondre autour de lui. Mais l'avenir de M. Balladur n'en est pas assuré pour autant : ses amis sont fragiles, sa base sociale est étroite et les accusations de corruption qui pèsent sur certains de ses ministres et sur un nombre croissant de patrons devraient l'inquiéter. Il arrive que les tornades politiques et sociales balaient tout sur leur passage...

Bertrand RENOUVIN